



| **CAMEROUN**

PLAN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE CEMAC
LE CAMEROUN EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE
POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES

RISQUES DU PAYS
COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID19
LE MAROC AU CAMEROUN
SYNTHÈSE



| PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Présentation de la CEMAC

La Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) regroupe 6 pays, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République de Centrafrique et le Tchad.

Elle se donne comme mission de promouvoir un développement harmonieux des Etats membres dans le cadre de l'institution d'un véritable marché commun. La CEMAC est née des cendres de l'ancienne UDEAC l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). La CEMAC est classée parmi les régions du monde où le phénomène d'exclusion financière est le plus développé. En effet, 18% seulement de la population adulte possède un compte, 10% dispose d'une épargne et 4% bénéficie d'un emprunt auprès d'une institution formelle.

Présentation de la CEMAC

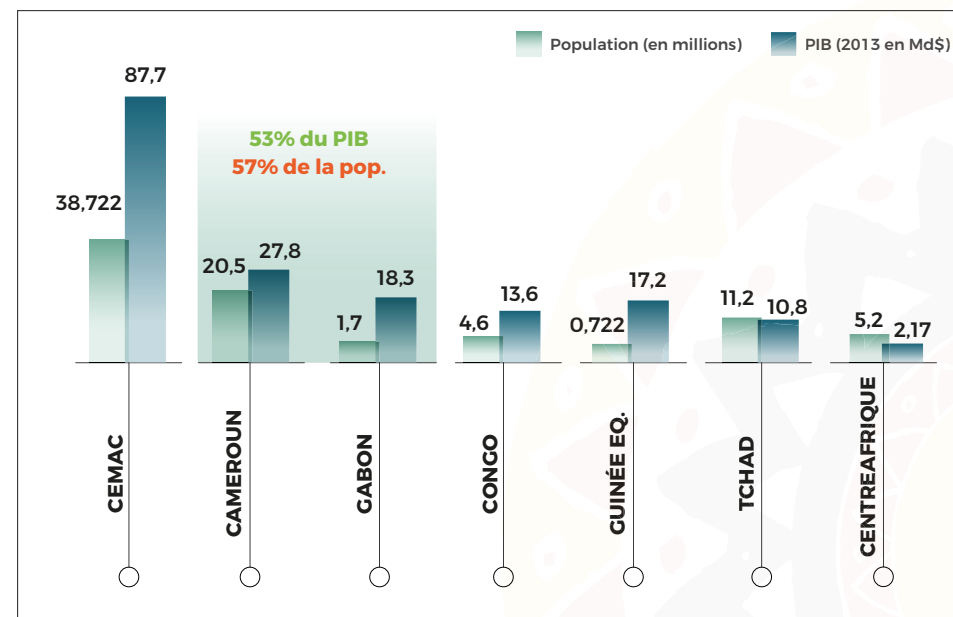
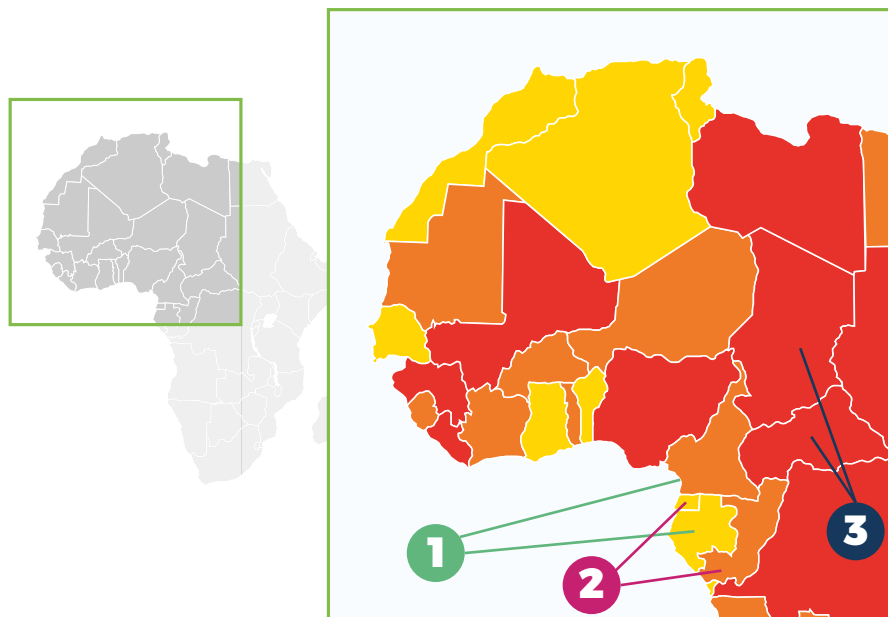
BEAC

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) est un établissement international africain régi par la convention instituant l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC), la Convention de Coopération Monétaire passée entre la France et les six Etats membre de cette Union : République du Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, République Gabonaise, République de Guinée Equatoriale et République du Tchad.

COBAC

Créée par la Convention du 16 octobre 1990, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) est l'organe de supervision du système bancaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La COBAC dispose de quatre principaux pouvoirs sur les établissements de crédit assujettis. Il s'agit du pouvoir administratif, du pouvoir réglementaire, du pouvoir de contrôle et celui de sanction.

CEMAC VUE D'ENSEMBLE



	Cameroun	Gabon	Congo	Guinée Éq.	Tchad	RCA
Évaluation pays	C	B	C	D	D	D
Environnement des affaires	C	C	D	D	D	D
1Fort potentiel Relative Stabilité Economies les plus structurées de la Région		2Marché de niche malgré un environnement des affaires difficile		3instabilité / environnement des affaires très difficile		

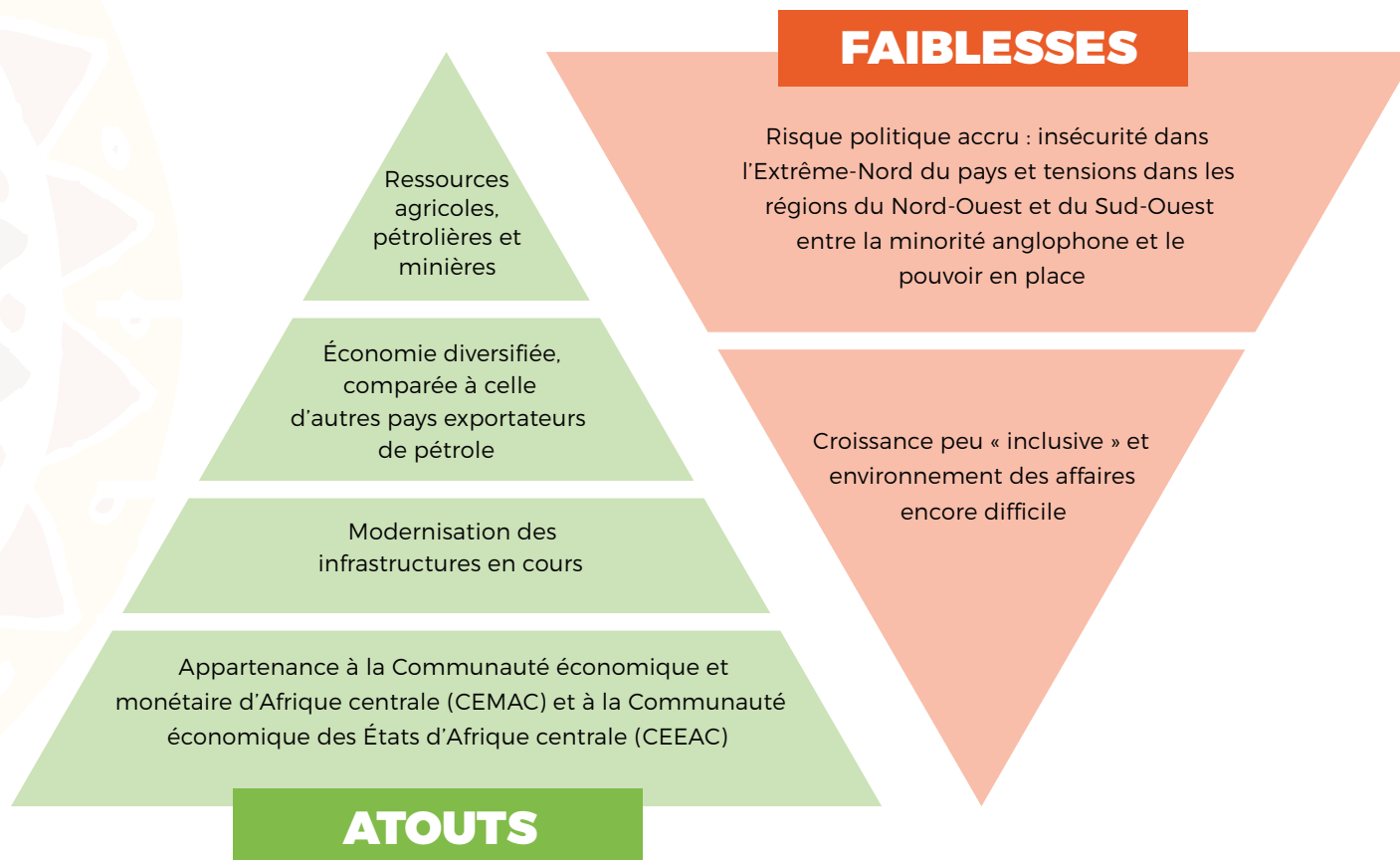
1- CAMEROUN EN BREF

- ▶ **Pays d' Afrique Centrale**
- ▶ **Superficie** : 475 442 km²
- ▶ **Population** : 25,9 Millions d'habitants.
- ▶ **Capitale** : Politique (Yaoundé) - économique (Douala)
- ▶ **Monnaie** : Francs CFA (XAF) / 1 EUR 655,96 XAF
- ▶ **Langue** : Français et Anglais
- ▶ **Autres Langues** : 200 Dialectes
- ▶ **Pays frontaliers** : Nigéria, Tchad, Gabon, Congo; Guinée Equatoriale
- ▶ **PIB 2020** : 32,16 Mds USD
- ▶ **Croissance PIB 2020** : - 1, 2 %
- ▶ **PIB par Habitant 2020 (USD)** : 1.554 (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- ▶ **Taux de croissance du PIB 2020** : 3,7 %
- ▶ **Niveau de développement** : Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Pays fortement endetté ; l'économie repose principalement sur l'agriculture et le Pétrole.
- ▶ **Taux d'inflation** : 2,8% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)



1- CAMEROUN EN BREF

Locomotive économique de l'Afrique Centrale, le Cameroun compte 14 banques, parmi lesquelles, 6 banques africaines. Le système financier camerounais est le plus important de la région CEMAC, avec environ la moitié des actifs financiers régionaux. Au Cameroun, pays moteur de l'économie sous régionale, ce taux de bancarisation est officiellement de 13%, pour une population estimée à 25 millions d'habitants.



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique :

6/7

Libertés individuelles :

6/7

Source : Liberté dans le monde 2019, Freedom House

Depuis 1982, le Mouvement démocratique populaire du Cameroun (RDPC) est au pouvoir. Ce parti domine la politique du pays depuis lors, malgré l'existence de grands partis d'opposition, dont le MRC dirigé par Maurice KAMTO.

Le RDPC détient actuellement 148 des 180 sièges à l'Assemblée nationale et 81 sur 100 au Sénat. Les dernières élections législatives ont eu lieu le 9 février 2020.

Le président Paul Biya a été réélu en novembre 2018 pour un septième mandat.

Le Cameroun fait actuellement face à deux menaces majeures à sa sécurité. D'une part, il combat les terroristes de Boko Haram qui ont causé des ravages dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. De l'autre côté, il y a le conflit avec les séparatistes dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest.

Plus de 500 000 personnes ont fui vers le Nigéria et d'autres régions du pays en raison de la situation .

Mais la stabilité politique du Cameroun continue d'en faire un atout capital pour l'environnement de la CEMAC

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- ▶ **Population totale** : 25.216.237
- ▶ **Accroissement naturel** : 2,6%
- ▶ **Population urbaine** : 56,4%
- ▶ **Densité** : 53 habitants/km²
- ▶ **Age moyen** : 19,0 ans
- ▶ **L'espérance de vie en années** : Homme : 57,7 et Femme : 60,2 ans
(Source : Banque Mondiale, dernières données disponibles. .)
- ▶ **Population active** : 9.332.000
(Source : CIA - The World Factbook, 2015)
- ▶ **Taux d'activité** : 76,2%
(Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2017)
- ▶ **Origines ethniques** : Camerounais des Hautes Terres environ 31%, bantous environ 19%, kirdis environ 11%, fulanis environ 10%, bantou du nord-ouest environ 8%, nigritic environ 7%, autres africains (dont les bassa, les douala et de nombreux autres groupes) environ 13%, non africains moins de 1%.
- ▶ **Religion** : Religions tribales 51% ; Chrétiens 33% (Sud) ; Musulmans sunnites 16% (Nord).
- ▶ **Taux d'alphabétisation** : 67,9%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

► TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

Le taux de la TVA est de 19,25%. (17,5% avec une surtaxe de 10%)

► IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Taux d'imposition des sociétés : 33% au total (taux d'imposition sur les sociétés de 30% majoré de 10% au titre de centimes additionnels communaux)

Impôt minimum forfaitaire : 2,2% du chiffre d'affaires (5,5% pour les entreprises relevant du régime simple d'imposition)

L'impôt minimum est considéré comme un versement de l'impôt sur les sociétés et sera déduit de ce dernier. Les entreprises ne sont assujetties à l'impôt minimum que si leur montant dû dépasse celui de l'impôt sur les sociétés

► LES RETENUES À LA SOURCE

- **Dividendes** : 16,5% (surtaxe de 10% incluse), intérêts : 16,5% (surtaxe de 10% incluse),
- **Redevances** : 15% (aucune surcharge ne s'applique)

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

	Cameroun	Afrique sub saharienne	Etats-Unis	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	44,0	38,8	10,6	9,0
Temps requis pour les formalités administratives en heures	624,0	304,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en % des profits	57,7	47,0	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- ▶ **IMPORTATIONS DE BIENS** (millions USD) : 6.128
(Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2018)
- ▶ **EXPORTATIONS DE BIENS** (millions USD) : 3.801
(Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2018)
- ▶ **IMPORTATIONS DE SERVICES** (millions USD) : 2.380
(Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2017)
- ▶ **EXPORTATIONS DE SERVICES** (millions USD) : 1.841
(Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2017)

2,3 Mds USD de services importés en 2016

Transports	36,86%
Voyages	27,36%
Autres services aux entreprises (comptabilité, gestion, fiscalité, juridique...)	15,17%
Bâtiment et travaux publics	7,10%
Services d'assurance	6,17%
Services fournis / reçus des administrations publiques	2,59%
Services informatiques et d'information	2,57%
Services financiers	2,05%
Services culturels et relatifs aux loisirs	0,10%
Redevances et droits de licence	0,04%

1,7 Mds USD de services exportés en 2016

Voyages	30,52%
Transports	29,27%
Autres services aux entreprises ...	16,72%
Services informatiques et d'information	7,22%
Services culturels et relatifs aux...	5,30%
Services fournis / reçus des...	5,03%
Services d'assurance	3,50%
Services financiers	2,34%
Bâtiment et travaux publics	0,07%
Redevances et droits de licence	0,04%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS

	Cameroun	Afrique sub saharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	6,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	814	765	782
Stocks d'IDE (millions USD)	7.237	7.652	8.434
Nombre d'investissements greenfield*	8	8	23

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Le Cameroun a conclu le 26 juin 2017 un programme de Facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans avec le FMI d'un montant de 666 M USD, conformément aux résolutions du Sommet extraordinaire des Chefs d'État de la CEMAC qui s'est tenu le 23 décembre 2016 à Yaoundé.

Les principaux objectifs de ce programme sont de restaurer les équilibres macroéconomiques qui se sont dégradés sur la période récente, et d'enrayer la chute des réserves de devises (centralisées à l'échelle de la CEMAC).

Ces dernières atteignaient 4 903 Mds FCFA à fin avril 2020 (+25 % sur un an), soit un niveau équivalent à environ 4,5 mois d'importations. Le programme FMI implique également une limitation de l'endettement non concessionnel et il doit permettre d'apurer les arriérés intérieurs accumulés.

Le Cameroun bénéficie de l'appui de nombreux partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne, France, etc.) dans de nombreux domaines : infrastructures (transport, énergie, télécommunications, eau et assainissement, etc.), secteurs sociaux (éducation, santé, etc.), développement du secteur rural, gouvernance, etc.

Ces bailleurs de fonds appuient également le Cameroun dans sa stratégie de riposte face à la crise sanitaire. Le pays a, entre autres, bénéficié d'un prêt du FMI au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) d'un montant de 136 Mds FCFA, du moratoire sur la dette extérieure décidé par le Club de Paris et le G20, d'aides directes pour renforcer le système de santé et d'appuis budgétaires.

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Le Cameroun est largement ouvert au commerce international. C'est un membre du Commonwealth et de la Zone Franc. Afin de faciliter ces relations commerciales les parties ont signé des traités et des accords visant à simplifier les échanges.

Ainsi, le Cameroun a signé un accord commercial avec l'Union Européenne.

En outre, il est à souligner que le Cameroun a également des traités commerciaux avec des pays tels que la Tunisie, le Nigeria ou encore la Chine.

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Le Cameroun et l'OMC. https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/cameroon_f.htm

Les barrières aux échanges, répertoriées par l'UE. <https://madb.europa.eu/madb/>

Barrières sanitaires et phytosanitaires, répertoriées par l'UE. <https://madb.europa.eu/madb>

Le Cameroun appartient à la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC qui regroupe les pays suivants : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Centrafrique et Tchad). Les pays tiers à la CEMAC s'acquittent, quel que soit leur point d'entrée dans la CEMAC, des droits et taxes définis suivant le Tarif Extérieur Commun (TEC). Les taux de douane applicables sont fonction de la catégorie à laquelle appartient le produit importé :

- les biens de première nécessité : catégorie I, 0%
- les matières premières et les biens d'équipement : catégorie II, 10%
- les biens intermédiaires et divers : catégorie III, 20%
- les biens de consommation courante : catégorie IV, 30%.

Pour déterminer la catégorie de votre produit, vous pouvez consulter la Nomenclature Douanière en vigueur au Cameroun (conforme au Système Harmonisé). <http://www.sydonia.cemac.int/harmonisation/tarif.html>



3- RISQUES DU PAYS

Investissement

LES PROCÉDURES DE CRÉATION D'ENTREPRISE

Créer une entreprise	Cameroun	Afrique sub saharienne
Procédures (nombre)	5,0	7,80
Temps (jours)	13,50	27,30

[ARMP](#), Organe de supervision publique - Cameroun

[Tenders Info](#), Appels d'offres au Cameroun

[Globaltenders](#), Appels d'offres et projets au Cameroun

[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

Créer une entreprise

Consultez [le site Doing Business](#), pour connaître les procédures de création d'une entreprise au Cameroun.

[Registre du commerce et du crédit mobilier](#)

Les ressources utiles

[Agence de promotion des investissements au Cameroun - CIPA](#)

[Agence de promotion des investissements - Cameroun - IPA](#)

[Portail commercial de l'Afrique](#)



3- RISQUES DU PAYS

COVID 19

ITEM	LIENS / Infos
ÉVOLUTION ÉPIDÉMIE COVID 19	https://coronavirus.jhu.edu/map.html
MESURES SANITAIRES	https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/strategie-gouvernementale-de-riposte-face-la-pandemie-de-coronavirus-covid-19
RESTRICTIONS SANITAIRES	https://mintransports.net/en/mesures-du-ministre-des-transports-en-riposte-face-a-la-pandemie-du-covid-19-dans-le-sous-secteur-des-transports-maritimes/
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	Pour obtenir des informations sur toutes les mesures applicables à la circulation des marchandises pendant la période d'urgence sanitaire due à l'épidémie de COVID-19 (y compris les éventuelles restrictions aux importations et aux exportations, le cas échéant), se reporter à Mesures visant à faciliter les opérations de commerce extérieur suite à la crise sanitaire du COVID - 19.
PLAN DE RELANCE	Il n'y a pas de programme de reprise économique annoncé sur les sites Web du gouvernement camerounais pour faire face à l'impact de la pandémie du COVID-19 sur l'économie. Pour de futures informations à jour, veuillez visiter le site Web du ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional. La Banque africaine de développement a proposé une facilité de réponse de 10 milliards de dollars pour lutter contre le COVID-19 en Afrique. KPMG Afrique Centrale décrit la plupart des actions du gouvernement camerounais dans le document KPMG AC - COVID-19 News
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	Ministry of Economy, Planning and Regional Development https://minepatgov.org/

3- RISQUES DU PAYS

Selon le FMI, en 2019, la croissance du Cameroun est tombée à 3,7% contre 4,1% un an plus tôt.

Cela est principalement dû à une performance inférieure aux prévisions dans le secteur non pétrolier. Cette baisse a été partiellement compensée par le rebond du secteur pétrolier et gazier. Selon les prévisions actualisées du FMI du 14 avril 2020, en raison de l'apparition du COVID-19, la croissance du PIB devrait tomber à -1,2 % en 2020 et remonter à 4,1 % en 2021, sous réserve de la reprise économique mondiale post-pandémique.

4- MAROC / CAMEROUN

Accords Récents

06/03/2019 – Le 5 mars 2019, le Maroc et le Cameroun ont annoncé à Yaoundé (Cameroun) le lancement d'un nouveau programme bilatéral Sud-Sud dans le cadre de l'Initiative Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF). Ce programme, le premier associant deux pays africains francophones, se concrétisera par l'envoi au Cameroun de spécialistes marocains de la vérification fiscale chargés d'apporter leur soutien à l'administration fiscale locale. Les deux pays sont membres du Cercle de réflexion et d'échange des administrations fiscales (CREDAF).

Le programme sera axé sur la vérification d'entreprises multinationales. Il s'agit du deuxième programme IISF mis en œuvre pour répondre à une demande du Cameroun, un programme bilatéral avec la France engagé en octobre 2017 ayant pris fin en janvier 2019. M. Modeste Mopa (Directeur général des impôts du Cameroun), Mme Samia Abdelghani (conseillère fiscale à l'OCDE), Mme Wiam El Kacimi (experte IISF venue du Maroc) et M. Jean-Marc Niel (Secrétaire général du CREDAF) ont participé au lancement officiel du programme bilatéral IISF. M. Mopa a remercié le Secrétariat de l'IISF et le Royaume du Maroc d'avoir fourni un expert pour ce nouveau programme de la TIWB et a souligné les avantages que le Cameroun retirera du programme en termes de renforcement des capacités en matière de contrôle fiscal et de recettes fiscales.

4- MAROC / CAMEROUN

Les entreprises marocaines au Cameroun

Plusieurs entreprises Marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale. Banque/Assurance, Services, Télécom, Immobilier et BTP forment des leviers à partir desquels le Maroc s'impose en tant que partenaire économique privilégié des pays africains.

#1 Attijariwafa Bank : En 2016, les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa Bank ont généré un résultat net de plus de 550 millions de dirhams, soit plus de 22% des réalisations du groupe qui a annoncé le 3 mai 2017 la finalisation de l'acquisition de Barclays Egypt. Bien ancré partout en Afrique, Attijari commence également à développer sa branche assurance sur le continent. Sa filiale Wafa assurance, leader au Maroc, a essaimé dans quatre pays d'Afrique.

#2 La BMCE/ BOA (Banque Marocaine du Commerce Extérieur – BANK OF AFRICA) est déjà présente dans 18 pays africains via sa filiale Bank of Africa. La banque projette de créer de nouvelles filiales dans 5 à 10 nouveaux pays d'ici 2021.

#3 Le groupe Saham est aujourd'hui le 8e assureur en Afrique. Déjà présent dans 19 pays du continent, le groupe a renforcé sa présence depuis 2014. Au Nigéria, première économie du continent, Saham détient près de 40% dans Unitrust Insurance et a pris le contrôle de Continental Reinsurancedepuis

#4 Le groupe Addoha présent avec la Cimenterie CIMAF

5- SYNTHÈSE

Dans [le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale](#), le Cameroun était classé à la 167e position sur 190. Cela représente une légère baisse par rapport à l'édition 2019 dans laquelle le pays était classé 166e. Selon Doing Business. Malgré ce classement, le pays a amélioré son accès au crédit; le pays a notamment établi un cadre à travers la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale pour l'agrément et le fonctionnement des bureaux de crédit (Doing Business).

L'économie du Cameroun a le potentiel de devenir l'une des plus prospères et les mieux placées pour recevoir des investissements étrangers directs en Afrique. Alors que le pays dispose de nombreuses ressources naturelles (pétrole, foresterie, pêche), ainsi que de terres fertiles sur lesquelles construire, il doit améliorer et simplifier son administration afin de stimuler l'esprit d'entreprise et lutter contre la corruption. La médiocrité des infrastructures, la faiblesse de l'Etat de droit et l'inefficacité persistante d'un vaste système parapublic dans des secteurs clés entravent la croissance de l'IDE.

Le Cameroun a besoin d'attirer des investisseurs étrangers pour financer ses futurs projets de développement d'infrastructures et notamment l'exploitation du gaz. Les grandes entreprises françaises sont bien placées dans ces secteurs en développement. Dans le cadre de son intérêt croissant pour l'Afrique, la Chine investit régulièrement au Cameroun (avec un total d'investissements directs et indirects chinois s'élevant à 2,43 milliards USD en 2016 selon le ministère camerounais de l'Économie), permettant la construction du port et complexe industriel de Kribi, Memve Hydroélectrique et de nouveaux stades de football dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations 2019, qui devait être accueillie par le pays mais a été relocalisée. Le Cameroun devant organiser le tournoi de football en 2021, les projets d'infrastructures routières et sportives se poursuivront et sont en bonne voie..

Avec une situation stratégique qui fait du pays une porte d'entrée naturelle dans la région enclavée de l'Afrique centrale (y compris le Tchad, la République centrafricaine et le nord du Congo), le Cameroun est sans aucun doute un pays influent au sein de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

les entreprises marocaines souhaitant s'y installer sont amenées à s'imprégner des spécificités de la réalité locale. Elles doivent ainsi choisir le bon partenaire sur le terrain qui pourrait les aider à accomplir les démarches administratives nécessaires. Il conviendrait ensuite de prendre connaissance de l'environnement des affaires au Cameroun, notamment la réglementation sociale et fiscale du pays afin d'être renseigné sur ses obligations légales et sociales.

Un alignement sur les multiples plans stratégiques à moyen et long termes lancés par l'État camerounais serait également judicieux. Il s'agit, notamment, de la Vision 2035, du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) pour la période 2010-2020 ou du Plan d'urgence triennal 2015-2017 pour l'accélération de la croissance économique.

Au niveau du financement, les établissements bancaires nationaux présents sur place peuvent être d'une précieuse aide, en termes d'accompagnement, pour les entreprises marocaines souhaitant mener des projets d'implantation ou de développement dans le pays.

5- SYNTHÈSE

Transactions commerciales

Évaluation des risques politiques et assimilés

(1 à 7) ⓘ

Court terme ⓘ



Moyen et long termes ⓘ



Affaires (spéciales) au comptant ⓘ



Classification de prime de l'OCDE ⓘ



Évaluation du risque commercial

systémique (A à C) ⓘ



Investissements à l'étranger (1 à 7)

Évaluation du risque de violence politique

ⓘ



Évaluation du risque d'expropriation ⓘ



Évaluation du risque d'inconvertibilité en devise et de restriction de transfert ⓘ



<https://www.credendo.com/fr/country-risk/cameroon#>